

Chers Collègues,

Le 31 janvier 2013, trois organisations syndicales (CGT, FSU, Solidaires), organisent une journée d'action Fonction publique à laquelle la **Fédération Générale des Fonctionnaires - FO (comme quatre autres organisations syndicales de la Fonction publique) ne s'associera pas**. Le cahier de revendications de ces trois organisations syndicales ne se rapproche que partiellement de celui de la FGF-FO. En effet, le rejet de la MAP (RGPP édulcorée), de l'Acte III de décentralisation et le montant de la revalorisation de la valeur du point d'indice en sont absents.

En conséquence, nous estimons que cette action n'est pas la bonne réponse pour obtenir satisfaction, et ce pour les deux raisons suivantes :

- 🗣️ Le 7 février 2013, la ministre de la Fonction publique, lors d'une réunion conclusive sur « les parcours professionnels, carrières et rémunérations », doit faire une annonce sur les pistes et propositions qu'elle doit mettre à la négociation. Il nous semble donc nécessaire de connaître d'abord les intentions du gouvernement sur le pouvoir d'achat et le déroulement de carrière des agents publics.
- 🗣️ La FGF-FO maintient qu'une seule journée d'action ne pèsera en rien sur les propositions à venir de la ministre. De plus, la FGF-FO ne souhaite pas s'inscrire dans des journées sporadiques ou « saute-mouton » qui ont depuis longtemps démontré leur inefficacité.

Quant à l'appel à la grève, ce même jour, pour l'Enseignement Professionnel, il nous semble inutile et déplacé. A force de tout mélanger, plus personne n'y comprend plus rien et cela sert, une nouvelle fois, les contre-réformes du gouvernement. Cela est-il fait volontairement ? **La grève pour l'Enseignement Pro, c'était le 23 janvier, jour où le MEN présentait son projet au Conseil des Ministres ! Et d'autres dates plus pertinentes viendront.**

Eric Mouchet  
Secrétaire Académique.